

Au congrès du P.C. indien de droite

Le septième Congrès du parti communiste indien (fraction droite de Dange), qui a terminé ses dix jours de session à Bombay le 23 décembre, s'est engagé à édifier la « démocratie nationale » dans le cadre du capitalisme, cette démocratie étant un « stade dans lequel la croissance du capitalisme sera progressivement limitée, alors que les bases seront créées pour engager le pays dans la voie du socialisme ».

Le « nouveau programme » adopté par le congrès du parti « clarifie » le « processus dynamique par lequel le Front national démocratique émergera, et le rôle vital qui sera joué par la classe ouvrière, en alliance avec la paysannerie et la classe moyenne révolutionnaire, dans la direction du front au sein duquel la fraction patriote de la bourgeoisie nationale trouvera aussi sa place ».

« En prenant le pouvoir en constituant le Front national démocratique », dit un compte rendu officiel de presse qui résume le « programme », « le front veillera à éliminer l'emprise des monopoles indiens et étrangers, à mener toutes les réformes agraires nécessaires, à étendre et à renforcer la démocratie ».

Ainsi, c'est l'édification du capitalisme et non celle du socialisme qui est le programme immédiat de l'aile « d'extrême droite » du P.C., laquelle s'inspire de la vaste stratégie de « coexistence pacifique » poursuivie par la bureaucratie soviétique dans sa politique internationale. Il y a eu, il est vrai, des amendements à ce programme, suggérant que le caractère de la révolution indienne était « démocratique populaire », sous l'« hégémonie de la classe ouvrière ». Selon les termes du programme adopté par le P.C. de gauche à son congrès de Calcutta en octobre) ; et certains amendements ont même caractérisé la révolution comme « socialiste ». Mais tous ont été rejetés. Il y a eu également une tendance « ultra-droitière », représentée par un ancien secrétaire général du P.C., Joshi, qui s'est déclaré pour « une alliance formelle avec le parti dirigeant du Congrès et une fusion éventuelle avec lui », ceci étant peut-être l'aboutissement logique de la tentative d'édifier une « démocratie nationale en Inde ». Cette tendance a été également battue. Le résultat des débats a été un « triomphe personnel » pour S.A. Dange. Non seulement il a été réélu président du P.C., mais il a réussi à « restaurer » son prestige, qui avait été sérieusement entamé par la controverse autour des lettres qu'il avait écrites de prison quarante ans plus tôt au vice-roi anglais, lui « offrant » ses services pour l'impérialisme britannique. (Dange déclara que ces lettres avaient été « fabriquées »).

Dange dépensa beaucoup d'argent pour faire du congrès un grand spectacle. Boris Ponomarev, secrétaire du Comité central du P.C.U.S., conduisait une grande délégation qui participa au congrès et on murmure qu'elle était restée jusqu'à la fin pour veiller à la réélection de Dange comme président, ceci afin de n'avoir pas l'air de capituler devant le P.C. de gauche, qui avait publié les lettres. Ponomarev refusa également de rencontrer une délégation officielle du P.C. de gauche.

Les délégués fraternels de vingt-quatre partis communistes, tous connus pour leur sympathie en faveur de Moscou, assistaient au congrès et trente-cinq partis pro-soviétiques envoyèrent des messages.

Les partis pro-chinois (Ceylan, Indonésie, Japon, Albanie, Viet-Nam du Nord et Corée du Nord) n'avaient pas été invités pour des raisons évidentes. Bien que le P.U.R.S. (Cuba) ait été invité, il n'envoya ni délégué ni message.

C'était vraiment un spectacle « impressionnant », destiné à donner le change sur l'absence de ferveur révolutionnaire chez les participants aux débats, qui contrastait avec ce qu'on avait vu au Congrès du P.C. de gauche à Calcutta (précédé d'une série d'arrestations de dirigeants en vue de ce parti au Bengale occidental). Dange et ses acolytes avaient aussi soigneusement veillé au choix des délégués et des observateurs, afin d'éviter des remous.

Des statistiques intéressantes furent données par la commission des mandats du congrès. Sur les 581 délégués, 443 étaient des « permanents à plein temps ». Naturellement on pouvait être sûr de leurs votes, car ils n'allaient pas s'opposer à la direction qui les employait.

Autre détail intéressant, sur un total de 593 délégués élus, 581 étaient présents (parce que leurs frais de voyage avaient

été payés). Environ 40 % appartenaient au groupe d'âge compris entre 35 et 55 ans. Dans le groupe d'âge au-dessus de 55 ans, il n'y avait que 30 délégués. Alors que 296 délégués avaient adhéré au parti avant l'indépendance, 24 avaient adhéré depuis plus de 30 ans. Il y avait également 187 observateurs au congrès.

Il y eut des bruits pendant le congrès au sujet d'un retrait de Dange en faveur d'un leader moins discuté, le Dr G. Adhikari, le théoricien du parti. Mais le nouveau conseil national de 101 membres élu par le congrès décida qu'il se maintiendrait...

Dans la nouvelle direction, Dange et sa faction ont fait cause commune avec une tendance relativement « gauche » (Bhupesh Gupta — qui fit campagne pour le rapprochement entre les deux P.C. — et Rajasekhara Reddy d'Andhra).

La direction manœuvra habilement pour qu'un rapport soumis par une commission spéciale de sept membres sur les « lettres de Dange » ne soit pas présenté au congrès. Le rapport fut examiné par le conseil national sortant, qui semble avoir donné à Dange un certificat de bonne conduite. Tout le monde sait que la commission spéciale était divisée sur l'authenticité des lettres attribuées à Dange. Si une majorité de cinq membres a lavé Dange de l'accusation d'avoir travaillé pour le gouvernement anglais (sans examiner si les lettres étaient fausses ou authentiques), deux autres membres déclarèrent dans une note que « la falsification des lettres n'était pas prouvée ». La question des « lettres » fut soumise au congrès tout à la fin des onze jours de délibérations, pendant une séance de nuit, et le congrès fit sienne, malgré une certaine opposition, la résolution du conseil national, selon laquelle les lettres n'étaient pas authentiques.

Une tentative fut faite par Sohan Singh Joshi pour faire supprimer le poste de président — ce qui était un moyen d'éliminer Dange de la direction — lorsque le congrès discuta des amendements sur les statuts du parti ; mais sa tentative fut battue. P.C. Joshi déposa, semble-t-il, une demande de mise en accusation de Dange, mais les charges dont il faisait état ne furent jamais discutées...

On discuta beaucoup sur l'organisation du parti et sur la démocratie dans le parti, spécialement dans le contexte des développements survenus en URSS après Staline. C'était peut-être une indication de la fermentation croissante au sein du P.C. sur les questions d'organisation, quoique les rangs du parti n'aient pas paru se soucier autant du problème de la stratégie et de la tactique de la révolution indienne.

Les délégations étrangères, sauf la Yougoslavie, évitèrent toute allusion directe au P.C. chinois et certains, y compris la délégation soviétique, appelèrent à une « normalisation de la situation dans le mouvement communiste... et à mettre fin aux polémiques publiques surtout dans les formes où on les a menées ». Le délégué yougoslave se déclara cependant opposé à la politique « hégémoniste dogmatique, sectaire et scissionniste de la direction chinoise ».

Le Congrès du P.C., dans son document fondamental sur la « controverse idéologique au sein du mouvement communiste international » ne manqua cependant pas de rompre des lances contre la direction du P.C. chinois, accusée d'avoir conduit « le mouvement communiste international sur le bord de la scission ». Le document examine également avec emphase le désaccord du P.C. indien avec les positions adoptées par la direction chinoise sur toutes les questions vitales, « principalement, le caractère et la signification de notre nouvelle époque, la guerre et la paix, la coexistence pacifique, le mouvement de libération nationale, la démocratie nationale, les formes de passage au socialisme, le culte de la personnalité, l'unité du camp socialiste et du mouvement communiste mondial ».

A la veille du congrès, il y eut de vagues bruits sur la possibilité d'une réunification des P.C. de droite et de gauche, à la suite des modifications intervenues dans la direction soviétique. Un groupe de « centristes » attachés aux deux partis tenta de mettre sur pied un accord ; mais aucune initiative de ce genre ne se manifesta au congrès lui-même, sauf pour suggérer la création d'un front uni des partis de gauche au Kerala (avec le P.C. de gauche, le parti socialiste révolutionnaire, etc.) pour mener la bataille des élections prévues pour février. Même ce front uni limité entre les deux P.C. semble difficile.

Dans toutes les questions pratiques, les deux partis communistes, l'un lié à la politique pro-soviétique de collaboration de classe avec la bourgeoisie indienne, l'autre inspiré par la ligne indienne de lutte de classe militante pour renverser le régime actuel de la bourgeoisie et des propriétaires fonciers, du parti du congrès, sont appelés à servir de pôles opposés au mouvement ouvrier indien dans la période à venir.

KAILAS CHANDRA.

En Belgique

Création d'un nouveau parti socialiste

DANS les semaines qui ont suivi la décision du Congrès du Parti Socialiste Belge du 12 et 13 décembre en vertu de laquelle l'appartenance au parti était incompatible avec la participation à la direction du Mouvement Populaire Wallon ou à la rédaction des hebdomadaires LA GAUCHE et LINKS, la crise dans le P.S.B. a connu un certain nombre de développements.

Environ 600 militants de la gauche socialiste, réunis à Liège le 27 décembre, décidèrent de jeter les bases d'un nouveau parti, provisoirement intitulé Parti Socialiste des Travailleurs.

La décision prise à Liège reçut un écho très favorable dans les usines et entreprises à travers tout le pays et l'importance de cette initiative trouva son reflet dans la place que la grande presse accorda à l'événement.

Stupéfiée et même effrayée par cette perspective, la direction droitière du Parti Socialiste changea brusquement de tactique. Elle recula dans la mise en application des décisions du Congrès des 12 et 13 décembre et accorda quelques concessions mineures à l'aile gauche.

Glinne et Hurez, deux députés appartenant à l'aile gauche, ainsi que quelques personnes liées à l'hebdomadaire flamand LINKS cédèrent sous des pressions et des avances combinées et signèrent une déclaration que la direction leur avait soumise. Cette déclaration, tout en reconnaissant formellement le droit de tendance dans le Parti socialiste, restreignait sévèrement ce droit au point de rendre insignifiante cette concession.

Les autres dirigeants de l'aile gauche, Yerna, secrétaire des syndicats de Liège et Mandel, rédacteur en chef de l'hebdomadaire LA GAUCHE, se montrèrent fermes. Yerna démissionna démonstrativement du Parti Socialiste, tandis que Mandel repoussait la demande qui lui fut faite de se joindre à la déclaration. Massart, un autre député de l'aile gauche, s'associa à cette position de fermeté.

Pendant un laps de temps, la différenciation publique qui s'est produite parmi les dirigeants de l'aile gauche provoqua une certaine confusion. Mais la situation s'éclaircit rapidement lorsque les organismes responsables de LA GAUCHE et de LINKS réaffirmèrent publiquement leur position, annonçant leur refus de signer toute déclaration limitant le droit de défendre leur plate-forme. La décision de LA GAUCHE fut prise unanimement, celle de LINKS à une majorité des deux tiers.

Un nouveau tournant se produisit alors Glinne indiqua qu'il reconsidérerait la si-

gnification de la déclaration qu'il avait signée. Ceci provoqua contre lui une offensive intense de la part de la direction du Parti socialiste.

Sans accorder trop d'attention à ces hésitations inévitables devant une décision fondamentale de la plus grande importance pour l'avenir politique de la classe ouvrière belge, les principaux dirigeants de la gauche se consacrèrent rapidement à la création du nouveau parti. Le 18 janvier au cours d'une réunion devant une assistance plus considérable encore que la précédente, la section de Liège adopta un projet de programme et de statuts.

Dans la région de Charleroi une assemblée enthousiaste d'environ 400 ouvriers se prononça pour la mise en application de la résolution adoptée à Liège le 27 décembre. A Bruxelles, deux cents militants, rassemblés sur convocation, établirent un plan pour une campagne d'adhésions en vue d'une conférence de fondation prévue pour le 7 février.

Une indication des possibilités existantes à Bruxelles ainsi que dans le reste du pays fut fournie par le succès impressionnant d'un meeting qui s'est tenu le 15 janvier pour protester contre l'envoi des parachutistes au Congo en novembre. Ce meeting avait été patronné par le syndicat des Enseignants et le syndicat des ouvriers du gaz et de l'électricité de Bruxelles. L'orateur principal était Pierre Legréve président du syndicat des Enseignants et l'un des principaux initiateurs du Parti socialiste des travailleurs à Bruxelles. En dépit de l'atmosphère chauvine que le gouvernement Spaak s'est efforcé de développer dans la capitale belge à prédominance petite bourgeoise, en dépit de la forte opposition de tous les partis politiques (seul le Parti Communiste donna un tiède soutien au meeting), et malgré la totale conspiration du silence concernant le meeting dans la presse quotidienne, plus de mille personnes s'entassèrent dans la salle.

Un groupement d'étudiants pro-fascistes avait annoncé une « contre-démonstration » par laquelle ils voulaient rendre hommage à l'agression colonialiste au Congo. Ce projet se solda par un fiasco total. Les « contre-manifestants » ne purent faire entrer un seul des leurs à l'intérieur de la salle archi-pleine. Ils s'en retournèrent désappointés tandis que les manifestants exprimèrent leur colère contre le rôle impérialiste du gouvernement belge, leur hostilité contre l'intervention au Congo et leur solidarité avec le peuple congolais.

Les étudiants cubains quittent la Roumanie

Le 15 janvier la presse nous apprenait le rappel de 130 étudiants cubains de Roumanie. Ce geste de La Havane répond à l'interdiction par le gouvernement roumain d'une manifestation organisée par les étudiants cubains pour commémorer la victoire de la révolution cubaine.

Le correspondant à Vienne du New York Times émet les hypothèses suivantes concernant les raisons de cette fêlure dans les relations entre la Roumanie et Cuba :

« Les Roumains, très intéressés par un rapprochement avec les Etats-Unis, considéraient la manifestation prévue comme une menace de violence contre l'ambassade américaine.

« La Roumanie recherche l'aide économique des U.S.A. sous la forme d'une augmentation des échanges commerciaux, et certaines entreprises américaines ont envisagé d'installer en Roumanie des ateliers qui produiraient sous licence roumaine.

« L'amélioration des relations roumano-américaines est encore précaire, aussi le régime de Bucarest, comme on l'a souligné ici, ne pouvait pas prendre le risque d'autoriser de la part des étudiants cubains des désordres de caractère anti-américain.

On avait déjà vu, la police roumaine réprimer en décembre la manifestation des étudiants roumains et africains contre l'intervention américano-belge au Congo. »

En se dissociant avec ostentation des révolutionnaires cubains les Roumains ont utilisé la fermeté bien connue de ceux-ci face à l'impérialisme américain pour faire des grâces à Wall Street. La manœuvre sera parfaitement interprétée par les experts du

Département d'Etat, ainsi que Bucarest le souhaitait.

Les Roumains ont insulté les étudiants cubains en insinuant qu'ils se montreraient indisciplinés si on les autorisait à se rassembler pour célébrer leur Révolution. Mais par ailleurs, et ceci est encore plus important, les bureaucrates de Bucarest ont indiqué qu'ils étaient prêts à frapper la révolution cubaine dans le dos en échange d'une aide économique du même type que celle offerte par Washington à la Yougoslavie. Ils dévoilent ainsi l'opportunisme sordide de leurs calculs et montrent qu'ils sont prêts, en dernière analyse, à trahir les intérêts du socialisme dans leur propre pays pour répondre aux flatteries du Département d'Etat et des banques de Manhattan.

Les réactions de Pékin seront à suivre avec attention. La bureaucratie Roumaine a utilisé le conflit Sino-Soviétique pour faire avancer ses propres intérêts. Cette attitude a été adroitement encouragée par Pékin tandis que Moscou l'observait en cachant mal sa colère.

Le socialisme mondial a tout intérêt à ce que la Roumanie acquière une voix et un rôle indépendants de la bureaucratie moscovite. Cependant si la Roumanie devait tomber dans la dépendance de l'impérialisme américain, le résultat serait désastreux. Or l'incident des étudiants cubains est de mauvaise augure. Quant à l'évolution des bureaucrates roumains, s'ils avançaient en direction d'une véritable indépendance ils devraient suivre la trace des Cubains plutôt que celle des Yougoslaves.